



**VILLE DE COMBOURG**  
(Ille et Vilaine)

**PROCES VERBAL  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille onze, où est écrit ce qui suit : Séance publique du  
**9 NOVEMBRE 2011**, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code  
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	5
Nombre de Conseillers présents	:	23
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage : 3 Novembre 2011

\*\*\*\*\*

**Etaient présents** : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoint, M. Henri NOËL, M. Alain COCHARD, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, Mme Michèle BEAUDOUIN ; M. Joël DESVAUX

**Absents excusés** : Mme Marylène QUEVERT, M. Marcel FOUQUET, Mme Pierrette HUET, Mme Joëlle COLLIN, M. Johan THEURET

**Absents non excusés** : M. Bruno TREMAUDAN

**Pouvoirs** : Mme QUEVERT à M. HIGNARD ; M. FOUQUET à Mme DAUCE ; Mme HUET à M. LE BESCO ; Mme COLLIN à Mme GIROUX ; M. THEURET à Mme BEAUDOUIN

\*\*\*\*\*

**Président de séance** : M. Joël LE BESCO, Maire  
**Secrétaire de séance** : Mme Isabelle MOREL, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

### **Rappel de l'Ordre du jour :**

- 11-149) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 11-150) Service de l'Eau – Rapport annuel 2010 sur le prix et la qualité du service
- 11-151) Service de l'Assainissement – Rapport annuel 2010 sur le prix et la qualité du service
- 11-152) Modernisation du pôle ferroviaire – Validation du DCE
- 11-153) Extension de l'école maternelle – Validation de l'Avant Projet Définitif (APD) et DCE
- 11-154) Acquisition d'un terrain classé en emplacement réservé (n° 14) – La Croix du Chesnot
- 11-155) Restructuration d'une ligne électrique haute tension au départ de Saint Léger des Prés – Convention d'occupation du domaine public par ERDF
- 11-156) Plantation de haies bocagères et bosquets – Programme 2012
- 11-157) Institution de la Taxe d'Aménagement
- 11-158) Taxe d'aménagement – Exonérations facultatives
- 11-159) Lotissement « Les Coteaux de Bel Air – Présentation et convention
- 11-160) Charte d'engagement et de partenariat entre la Commune de Combourg et La Poste
- 11-161) Le Poirier – Numérotage
- 11-162) Les Hauts Rochers – Numérotage
- 11-163) Tréheuc – Numérotage
- 11-164) Tarifs médiathèque – Année 2011 -2012
- 11-165) Tarifs camping municipal – 2012
- 11-166) Travaux de la Médiathèque – Avenants
- 11-167) Travaux de la Médiathèque – Marché complémentaire
- 11-168) Travaux de construction d'une Maison de l'Enfance – Avenants
- 11-169) Travaux de requalification urbaine 2011 – Avenant
- 11-170) Admission en non-valeur
- 11-171) Demande de garantie d'emprunt de la SA HLM LA RANCE – Construction de 9 logements locatifs sociaux – Avenue de la Libération
- 11-172) Demande de garantie d'emprunt de la SA HLM LA RANCE – Construction de 4 logements locatifs sociaux – Avenue de la Libération
- 11-173) GAEC du Linon – Bail précaire
- 11-174) Utilisation des dépenses imprévues – Décision modificative
- 11-175) Réaménagement du camping municipal – Consultation de maîtrise d'œuvre – Attribution
- 11-176) Participation communale pour le renouvellement de l'emploi d'un animateur commercial
- 11-177) Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal et d'une partie de parcelle communale au lieu-dit « La Haye » - Demandeur : M. DESCLOS Pierrick
- 11-178) Demande d'acquisition d'une parcelle communale au lieu-dit « Riniac » - Demandeur : Mme GARNIER Annick
- 11-179) Acquisitions foncières par la Commune – Rue des Oliviers
- 11-180) Lotissement « La Renaissance » - Rétrocession des espaces communs
- 11-181) Lotissement « La Renaissance 2 » - Rétrocession des espaces communs
- 11-182) Dédoulement de la conduite d'adduction d'eau potable entre le site de production de la Gentièrre et le réservoir de Bel Air – Validation de l'Avant-Projet Définitif (APD) et du DCE

- 11-183) Dédoubllement de la conduite d'adduction d'eau potable entre le site de production de la Gentière et le réservoir de Bel Air – Convention de passage de canalisation d'alimentation en eau potable en terrain privé
  - 11-184) SPIR – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable – Exercice 2010
  - 11-185) Concours des maisons fleuries – Attribution de prix
  - 11-186) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
  - 11-187) Cimetière communal – Délivrance de concessions
  - 11-188) Questions orales
- 

#### **11-149) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Isabelle MOREL, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 14 Septembre 2011 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

---

En hommage aux victimes de l'accident ferroviaire qui s'est produit le 12 Octobre 2011 à Saint Médard sur Ille, Monsieur LE BESCO demande au Conseil Municipal de bien vouloir observer une minute de silence.

---

#### **11-150) SERVICE DE L'EAU – RAPPORT ANNUEL 2010 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE**

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle qu'en vertu du décret n° 95-635 du 6 Mai 1995 (JO du 7 mai), les Maires sont désormais tenus de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau.

Cette disposition a pour objectif de renforcer la transparence et l'information sur ce service dans l'esprit de la loi n° 96-101 du 2 février 1995 (Article 73) dite "Loi BARNIER".

Le rapport établi par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'I. et V. (DDTM) a été transmis en Mairie par mail en date du 27 Septembre 2011

Messieurs NEAUD et RUIZ de la Société VEOLIA, délégataire du service Eau Potable, sont invités à présenter et commenter le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau (Exercice 2010), conformément à l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités territoriales.

Après l'exposé des intervenants et les échanges au sein de l'Assemblée, le Conseil Municipal prend acte dudit rapport annuel sur le prix et la qualité du service des eaux.

### **11-151) SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT – RAPPORT ANNUEL 2010 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE**

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle qu'en vertu du décret n° 95-635 du 6 Mai 1995 (JO du 7 mai), les Maires sont désormais tenus de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement.

Cette disposition a pour objectif de renforcer la transparence et l'information sur ce service dans l'esprit de la loi n° 96-101 du 2 février 1995 (Article 73) dite "Loi BARNIER".

Le rapport établi par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'I. et V. (DDTM) a été transmis en Mairie par mail en date du 26 Août 2011

Messieurs NEAUD et RUIZ de la Société VEOLIA, délégataire du service Assainissement, sont invités à présenter et commenter le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement (Exercice 2010), conformément à l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités territoriales.

Après l'exposé des intervenants et les échanges au sein de l'Assemblée, le Conseil Municipal prend acte dudit rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement.

### **11-152) MODERNISATION DU POLE FERROVIAIRE – VALIDATION DU DCE**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 9 février 2011, il a été décidé de retenir le cabinet « Atelier du Marais », de Fougères, pour assurer la maîtrise d'œuvre de la modernisation du pôle ferroviaire.

Il est également rappelé au Conseil Municipal que, par délibération en date du 5 juillet 2011, il a été décidé :

- d'approuver l'Avant Projet Définitif (APD)

- d'autoriser le Maire à signer tous les actes nécessaires à cet effet
- d'autoriser le Maire à signer et à notifier au maître d'œuvre, l'Atelier du Marais, l'avenant correspondant au Coût Prévisionnel des Travaux
- d'autoriser le Maire à signer les avenants à la convention partenariale du programme de modernisation de la gare.

Suite à l'étude de l'Avant Projet Définitif, il a été décidé de décliner l'ensemble de l'opération en 3 tranches distinctes à savoir :

- Tranche 1 - Secteur Nord
- Tranche 2 – Secteur Sud – Parking Est
- Tranche 3 – Secteur Sud – Abords de la Gare

Le fractionnement des opérations en trois tranches va permettre de maintenir la gare opérationnelle pendant toute la durée des travaux. Des stationnements provisoires seront créés pour que les usagers puissent accéder au site.

Les prévisions de réalisation de ces trois tranches sont les suivantes :

- Tranche 1 - Secteur Nord – démarrage en Mars 2012 pour une durée de 5 mois
- Tranche 2 – Secteur Sud – Parking Est– démarrage en Septembre 2012 pour une durée de 4 mois
- Tranche 3 – Secteur Sud – Abords de la Gare– démarrage en Janvier 2013 pour une durée de 5 mois

La dernière tranche sera coordonnée avec les travaux engagés par la SNCF pour la rénovation du bâtiment voyageur. Les travaux de réfection des quais et de remplacement de la passerelle, sous maîtrise d'ouvrage RFF, seront réalisés en 2013 – 2014.

Le projet se décompose en deux lots, comme suit :

- Lot n°1 : Terrassement – Voirie – Réseaux – Espaces verts – Mobiliers
- Lot n°2 : Eclairage Public- basse Tension

Les études de projet sont désormais achevées et le dossier de consultation des entreprises est finalisé. Les aménagements s'inscrivent dans le prolongement de l'Avant-Projet Détaillé qui a été présenté au Conseil Municipal le 5 juillet dernier : nombre de stationnements largement supérieurs au programme (près de 500), traitement de voies en rues et non en impasses, liaisons douces au nord comme au sud, structuration du paysage par des mails bordés d'arbres. Les parvis au nord et au sud sont traités en granit d'origine locale.

La consultation des marchés de travaux doit s'achever mi-décembre pour permettre un choix des entreprises en janvier et ainsi garantir le début d'exécution des travaux en mars 2012. Il est rappelé que, par délibération n° 08-36 du 1<sup>er</sup> Avril 2008, le Maire est habilité à signer les marchés passés sous la forme d'une procédure adaptée.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal les différentes répartitions budgétaires par lots et par tranches pour un total de **2 105 476,67 € TTC**

Il propose ensuite au Conseil Municipal :

- D'approuver ce programme de travaux

- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
- D'autoriser Monsieur le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter :
  - la Région Bretagne pour les aides inscrites aux Contrats de Pays,
  - la Communauté de Communes Bretagne Romantique pour l'inscription de ce projet aux Contrats de Territoire,
  - le programme LEADER pour une subvention dans le cadre des actions liées à la modernisation de la gare

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE l'ensemble de ces propositions

### **11-153) EXTENSION ECOLE MATERNELLE – VALIDATION AVANT PROJET DEFINITIF (APD) ET DCE**

Rapporteur : Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que :

- par délibération en date du 9 Février 2011, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à lancer une consultation de maîtrise d'œuvre selon la procédure adaptée.
- par délibération en date du 11 Mai 2011, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet Gumiaux / Gombeau de Bréal sous Montfort pour assurer cette mission.
- par délibération en date du 14 Septembre 2011, le Conseil Municipal a approuvé l'Avant Projet Sommaire de cette opération.

La suite des études entreprises fait état d'un estimatif de 823 924.40 € TTC répartis de la manière suivante :

<b>Lot</b>	<b>Désignation</b>	<b>Coût HT</b>	<b>Coût TTC</b>
1	Gros Œuvre	181 850,00 €	217 492,60 €
2	Charpente	60 550,00 €	72 417,80 €
3	Couverture	81 450,00 €	97 414,20 €
4	Menuiseries extérieures	57 450,00 €	68 710,20 €
5	Menuiseries intérieures	15 200,00 €	18 179,20 €
6	Plâtrerie	23 200,00 €	27 747,20 €
7	Courant fort / courant faible	32 300,00 €	38 630,80 €
8	Plomberie Sanitaire	10 500,00 €	12 558,00 €
9	Chauffage Ventilation	107 200,00 €	128 211,20 €
10	Revêtement de sols	48 600,00 €	58 125,60 €
11	Peinture	11 900,00 €	14 232,40 €
12	Plafonds suspendus	17 900,00 €	21 408,40 €
13	Serrurerie	40 800,00 €	48 796,80 €
<b>TOTAL</b>		<b>688 900,00 €</b>	<b>823 924,40 €</b>

Il est proposé différentes options :

- Chauffage solaire pour 29 900.00 € HT, soit 35 760.40 € TTC
- Remplacement de la chaudière pour 19 800.00 € HT, soit 23 680.80 € TTC

Compte tenu du montant de l'estimation des travaux, la procédure de dévolution du marché de travaux à retenir est celle de la procédure adaptée. (Il est rappelé que, par délibération n° 08-36 du 1<sup>er</sup> Avril 2008, le Maire est habilité à signer les marchés passés sous la forme d'une procédure adaptée)

Les plans et la fonctionnalité du projet sont présentés en séance par le cabinet Gumiaux / Gombeau qui précise que le bâtiment répondra aux normes imposées par la Réglementation Thermique 2012.

Après cette présentation, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'approuver l'Avant-Projet Détaillé (APD)
- d'autoriser le Maire à signer et à notifier au maître d'œuvre l'avenant correspondant au Coût Prévisionnel des Travaux et fixant sa rémunération définitive
- D'approuver ce programme de travaux
- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
- D'autoriser Monsieur le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée
- De solliciter les aides suivantes :
  - La Dotation D'Équipement des Territoires Ruraux (DETR)
  - Au Titre du Pays de St Malo
  - A la Communauté de Communes au titre du volet fonds de concours et/ou du programme PRACTICE (aide aux économies d'énergie)

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE l'ensemble de ces propositions

#### **11-154) ACQUISITION D'UN TERRAIN CLASSE EN EMPLACEMENT RESERVE (n° 14) – LA CROIX DU CHESNOT**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que la Commune a été saisie par Monsieur et Madame Pascal PENVEN, par courrier en date du 7 Juin 2011, pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée section D n° 1479 d'une superficie de 273 m<sup>2</sup>, classée en emplacement réservé au P.L.U. (n° 14) dans la perspective d'un aménagement du carrefour de La Croix du Chesnot.

Il rappelle que, lors de la dernière modification du PLU, la superficie de cet emplacement réservé a été revue à la baisse en raison de l'aménagement du carrefour qui a été réalisé.

Bien que s'agissant de parcelles inscrites en emplacement réservé au P.L.U., cette transaction s'inscrit dans le cadre d'une négociation amiable.

La Commune a donc fait estimer le bien concerné par le service des Domaines et a engagé, sur ces bases, des négociations avec les demandeurs. Ceux-ci ont fait connaître leur accord sur le prix proposé par la Commune, à savoir 18 € le m<sup>2</sup>, soit 4 914 €.

En conséquence, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de décider l'acquisition de la parcelle cadastrée section D n° 1311, d'une superficie de 273 m<sup>2</sup>, au prix de 4 914 €
- de confier l'acte notarié à l'Etude Notariale PRIOL – LACOURT, Notaires à COMBOURG
- de donner pouvoir au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir.
- d'imputer la dépense au budget général de la Ville.

Après un débat portant sur le prix du terrain, le Conseil Municipal, par 27 voix Pour et 1 voix Contre, ADOPTE ces propositions.

#### **11-155) RESTRUCTURATION D'UNE LIGNE ELECTRIQUE HAUTE TENSION – DEPART SAINT LEGER DES PRES - CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR ERDF**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, dans le cadre de la restructuration de la ligne électrique Haute Tension (HTA), départ Saint Léger, ERDF souhaite disposer d'un emplacement d'environ 13 m<sup>2</sup> au lieu-dit « Le Poirier » afin d'implanter un poste de transformation.

Afin de régir cet usage, il convient d'en définir les modalités par le biais d'une convention.

Cette convention, jointe en annexe, fixe les droits et obligations de chaque partie, ainsi que l'assiette de cette servitude.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de l'autoriser à signer cette convention.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.



## **11-156) PLANTATION HAIES BOCAGERES ET BOSQUETS – PROGRAMME 2012**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que les opérations de plantation de haies bocagères pourront être engagées par la Communauté de Communes du Pays de la Bretagne Romantique pour la campagne 2012.

La Ville de Combours a décidé de s'inscrire au programme 2012.

L'inscription de la commune au programme bocager nécessite l'atteinte des seuils minimaux suivants :

- 200 mètres minimum d'un seul tenant par dossier pour les plantations de nouvelles haies et 50 ares maximum pour les bosquets,
- Il est possible de restaurer ou prolonger une haie existante. Dans ce cas là, la totalité du linéaire de la haie restaurée ou prolongée doit au moins faire 200 mètres d'un seul tenant,
- La plantation doit avoir un rôle de brise vent, d'anti-érosion ou d'amélioration de la qualité du paysage bocager,
- L'utilisation d'essences feuillues locales et une hauteur à terme supérieure à 2 mètres (essences ornementales non fournies).

Les particuliers bénéficiaires des plants réalisent les travaux de préparation du sol, de plantation et d'entretien. Le paillage utilisé par les planteurs doit être biodégradable.

Considérant ces conditions, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de demander l'inscription de la Commune de COMBOURG au programme de plantation de haies bocagères pour l'hiver 2012.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE cette proposition.

## **11-157) INSTITUTION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que, pour financer les équipements publics de la commune, une nouvelle taxe remplaçant la Taxe Locale d'Équipement (TLE) et la participation pour aménagement d'ensemble a été créée. Elle sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> mars 2012.

Cette taxe est aussi destinée à remplacer, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, les participations telles que, notamment, la participation pour voirie et réseaux (PVR), la participation pour raccordement à l'égout (PRE), la participation pour non réalisation d'aires de stationnement.

La taxe d'aménagement doit notamment permettre aux collectivités de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs fixés par la collectivité dans son document d'urbanisme et par exemple, la création ou l'extension d'équipements publics (voirie, réseaux, espaces verts, équipements publics).

Le mode de calcul de la surface de plancher taxable est considérablement simplifié par rapport à la TLE. Il n'y a plus à calculer la surface de plancher hors œuvre brute et à procéder à diverses déductions, prévues à l'article L 112.1 et R 112.2 du code de l'urbanisme pour obtenir la surface de plancher hors œuvre nette taxable.

La surface de la construction s'entend de la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1.80 mètres, calculée à partir du nu intérieur des façades du bâtiment, déduction faite des vides et des trémies.

Ce mode de calcul cherche à ne pas pénaliser les travaux d'isolation des murs extérieurs car la surface de plancher n'est plus calculée « hors œuvre » depuis l'extérieur des murs, comme pour la TLE mais depuis le « nu intérieur des façades ».

Par contre le mode de calcul des surfaces intègre les surfaces de stationnement incluses dans les bâtiments, qui n'étaient pas prises en compte dans la SHON.

Le code de l'urbanisme détermine une valeur forfaitaire par mètre carré de la surface de construction qui est fixée à 660 €. Ces valeurs, fixées au 1<sup>er</sup> janvier 2011, sont révisées au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme en fonction du dernier indice du coût de la construction publié par l'INSÉE.

La valeur des aménagements et installations, est fixée comme suit :

1. Pour les emplacements de tentes, caravanes et résidences mobiles de loisirs, 3 000 € par emplacement
2. Pour les emplacements des habitations légères de loisirs, 10 000 € par emplacement
3. Pour les piscines, 200 € par mètre carré
4. Pour les éoliennes d'une hauteur supérieure à 12 mètres, 3 000 € par éolienne
5. Pour les panneaux photovoltaïques au sol, 10 € par mètre carré
6. Pour les aires de stationnement non comprises dans la surface visée à l'article L 331-10, 2 000 € par emplacement, cette valeur pouvant être augmentée jusqu'à 5 000 € par délibération de l'organe délibérant.

**Par ailleurs, si la construction est réalisée sans autorisation, ou sans respecter cette autorisation, le montant de la taxe est majoré d'une pénalité de 80 %.**

La commune ayant un Plan Local d'Urbanisme approuvé, la taxe d'aménagement s'applique de plein droit au taux de 1%. La commune peut toutefois fixer librement dans le cadre des articles L. 331-14 et L. 332-15 **un autre taux (de 1 à 5%)** et dans le cadre de l'article L. 331-9 un certain nombre d'exonérations.

- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;
- Sur proposition de la commission Finances et de la commission Urbanisme, réunies le 13 octobre 2011, qui ont étudié ce dossier,

Monsieur HAMELIN propose au Conseil municipal :

- d'instituer sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 2,5 %
- de charger M. le Maire de signer tous les documents liés à ce dossier.
- d'appliquer les décisions dès que la délibération sera exécutoire (réception en Préfecture).

Pour la délibération, il est précisé qu'elle est valable pour une période d'un an. Elle est reconduite de plein droit pour l'année suivante si une nouvelle délibération n'a pas été adoptée dans le délai prévu soit jusqu'au 31 décembre de chaque année. Elle est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2<sup>ème</sup> mois suivant son adoption.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

## **11-158) TAXE D'AMENAGEMENT - EXONERATIONS FACULTATIVES**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, adjoint

Dans le cadre de la réforme de la taxe d'aménagement (développée dans la délibération du Conseil Municipal n° 11-157 du 9 Novembre 2011), la loi prévoit des exonérations et des abattements (de droit) pour différents types de constructions.

En considération des articles L 331.7 à L 331.9 du Code de l'Urbanisme, diverses constructions seront exonérées de la taxe d'aménagement :

1. Les constructions et aménagements destinées à être affectés à un service public ou d'utilité publique, dont la liste est fixée par un décret en Conseil d'Etat ;
2. Les constructions de locaux d'habitation et d'hébergement financés par un prêt locatif aidé (P.L.A.I.)
3. Dans les exploitations et coopératives agricoles, les surfaces de plancher des serres de production, celles des locaux destinés à abriter les récoltes, à héberger les animaux, à ranger et à entretenir le matériel agricole, celles des locaux de production et de stockage des produits à usage agricole, celles des locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation et dans les centres équestres de loisir, les surfaces des bâtiments affectées aux activités équestres ;
4. Les constructions et aménagements réalisés dans les périmètres des opérations d'intérêt national
5. Les constructions et aménagements réalisés dans les zones d'aménagement concerté lorsque le coût des équipements publics, dont la liste est fixée par un décret en Conseil d'Etat, a été mis à la charge des constructeurs ou des aménageurs

6. Les constructions et aménagements réalisés dans les périmètres délimités par une convention de projet urbain partenarial
7. Les aménagements prescrits par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, un plan de prévention des risques technologiques
8. La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L .111-3, sous réserve des dispositions du 4° de l'article L 331.30 ainsi que la reconstruction sur d'autres terrains de la même commune ou des communes limitrophes des bâtiments de même nature que les locaux sinistrés dont le terrain d'implantation a été reconnu comme extrêmement dangereux et classé inconstructible, pourvu que le contribuable justifie que les indemnités versées en réparation des dommages occasionnés à l'immeuble ne comprennent pas le montant de la taxe d'aménagement normalement exigible sur les reconstructions
9. Les constructions dont la surface est inférieure ou égale à 5 mètres carrés

En outre, en application de l'article L.331.12 du code de l'urbanisme, un abattement de 50 % est appliqué sur la valeur forfaitaire au m² pour :

1. Les locaux d'habitation et d'hébergement ainsi que leurs annexes (il s'agit des logements sociaux ouvrant droit au taux réduit de TVA)
2. Les cent premiers mètres carrés des locaux d'habitation et leurs annexes à usage d'habitation principale, cet abattement ne pouvant être cumulé avec l'abattement visé au 1°
3. Les locaux à usage industriel ou artisanal et leurs annexes, les entrepôts et hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et les parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale

En vertu de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme, la commune peut toutefois fixer un certain nombre d'exonérations.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- d'exonérer de 50 % la part communale de la taxe d'aménagement :
  1. dans la limite de 50 % de leur surface, les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L. 331-12 et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L. 31-10-1 du code de la construction et de l'habitation (*logements financés avec un PTZ+*) ;
  2. Les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331-7 (*logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLAI -*) ;
  3. Les locaux à usage industriel ouvrant droit à l'abattement de 50 % ;
  4. Les commerces de détail d'une surface de vente inférieure à 400 mètres carrés ;
  5. Les immeubles classés parmi les monuments historiques
- de charger M. le Maire de signer tous les documents liés à ce dossier.

- d'appliquer les décisions dès que la délibération sera exécutoire (réception en Préfecture).

Pour la délibération, il est précisé qu'elle est valable pour une période d'un an. Elle est reconduite de plein droit pour l'année suivante si une nouvelle délibération n'a pas été adoptée dans le délai prévu soit jusqu'au 31 décembre de chaque année. Elle est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2ème mois suivant son adoption.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

### **11-159) LOTISSEMENT « LES COTEAUX DE BEL AIR » - PRESENTATION ET CONVENTION**

Rapporteur : Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que la Ville de Combours a été sollicitée par M ROY Alain, de Nantes, en vue de la réalisation d'un lotissement privé dédié principalement à l'habitation individuelle ou collective, et éventuellement à l'exercice d'une profession libérale.

Il est rappelé au Conseil Municipal que ce projet de lotissement a fait l'objet d'une délibération en date du 5 juillet 2011 concernant l'application de la Participation pour Voirie et Réseaux (P.V.R.) pour cette opération.

Le bureau d'étude technique de l'opération est le cabinet LETERTRE de Dol de Bretagne.

Le terrain concerné est actuellement à usage agricole et se trouve situé à l'Est de l'agglomération, bordé au Nord par l'avenue de la Libération, à l'Est par le chemin de Ruant, au Sud par le lotissement communal « Gare / Bel Air » et à l'Ouest par des propriétés bâties.

Le projet vise à la réalisation de 13 lots principalement à usage d'habitation individuelle. Ces lots déclineront des superficies de 450 à 715m<sup>2</sup>, pour une surface moyenne de 551 m<sup>2</sup>. L'ensemble se situe sur la parcelle cadastrée AI n° 82, pour une superficie totale d'environ 9 068 m<sup>2</sup>, située en zone 1AUEb.

Ce projet d'aménagement a fait l'objet d'une concertation entre le lotisseur (M ROY), le bureau d'étude, les élus et les services municipaux, et une convention relative à la rétrocession et au classement dans le domaine public communal des espaces communs du lotissement « Les Coteaux de Bel Air » a été établie.

Cette convention définit les modalités de contrôle par la commune des études, de la préparation des marchés et de l'exécution des travaux des équipements communs appelés à être rétrocédés à la commune lors de la réception des travaux. En contrepartie, les frais d'intervention de la commune à la charge du Maître d'Ouvrage sont fixés forfaitairement à 1% du montant hors taxes des travaux.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- d'approuver ce projet
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

## **11-160) CHARTE D'ENGAGEMENT ET DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE COMBOURG ET LA POSTE**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal qu'à ce jour, environ un tiers des communes du territoire n'a pas encore signalé le nom des rues, ni numéroté la totalité de leurs habitations.

Or, sans nom ni numéro, l'accès au domicile est difficile, aussi bien pour les facteurs que pour les services à domicile ou les services de secours. Chacun sait pourtant qu'une intervention rapide et certaine sur le lieu exact d'un sinistre peut sauver des vies.

Chaque citoyen doit être assuré de pouvoir bénéficier des services de proximité ou services de secours d'une façon homogène et la notion d'adresse est au cœur de cette problématique.

Aussi, La Poste fait du raccordement postal des habitations une priorité et propose aux élus locaux de collaborer sur ce sujet.

Depuis plusieurs mois, les services techniques de la ville, en collaboration avec La Poste, ont validé au Conseil Municipal plusieurs numérotages de lieux-dits. Afin de concrétiser ce travail, la Poste propose une charte d'engagement et de partenariat où :

### **La commune s'engage à**

- dénommer ses rues, chemins et toutes voies publiques
- numéroter sous forme classique tous les accès aux habitations
- apposer les panneaux de rue et plaques numérotées
- matérialiser les noms de tous les lotissements ouverts à la circulation publique par des panneaux placés à l'entrée de ceux-ci
- associer la Poste aux projets d'urbanisme (dénomination des voies) ainsi qu'aux projets de construction et de rénovation (lotissements, zone artisanale, etc ...)
- informer la Poste des projets de lotissement sans partie commune, soumis seulement à la déclaration préalable
- informer les habitants de leur nouvelle adresse et de la bonne implantation de la boîte aux lettres (certificat d'adresse)

### **La Poste s'engage à**

- mettre à disposition les documents sur l'état des lieux du raccordement postal local

- cosigner le certificat d'adresse envoyé à chaque habitant et en assurer sa distribution
- soutenir et conseiller la commune pendant toute la durée du projet
- participer à d'éventuelles réunions publiques
- fournir gracieusement aux habitants de la commune
  - o des cartes de changement d'adresse « communiquez votre adresse » permettant aux habitants d'informer leurs correspondants, en dispense d'affranchissement
  - o une liste exhaustive de tous les organismes à contacter en priorité

**Les engagements réciproques :**

- les parties conviennent de mesurer et d'analyser ensemble les actions menées et de garder strictement confidentiels les renseignements techniques et pratiques échangés dans le cadre de cette charte ainsi que les informations relevant des règles du respect des informations individuelles, notamment celles relevant de la loi « Informatique et Liberté »
- Les parties mettent à la charge de leurs collaborateurs le même engagement de confidentialité
- La Mairie volontaire et la Poste se concèdent le droit d'utiliser la présente charte dans le cadre d'opérations de relations publiques, visant à promouvoir les efforts menés en commun.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la charte d'engagement et de partenariat entre la Poste et la Ville de Combours.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

**11-161) LE POIRIER - NUMEROTAGE**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que la Municipalité a été saisie par les services de La Poste qui souhaitent que les villages et hameaux soient numérotés en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans de meilleurs délais.

Il est proposé la numérotation suivante :

**Numéros pairs :**

Section F n° 967p	Monsieur Jean-Claude ETIENNE	n° 2
Section F n° 967p	Monsieur Jean-Claude ETIENNE	n° 4
Section F n° 965	Madame Sylvie CHARTIER	n° 6
Section F n° 951	Madame Sylvie CHARTIER	n° 8
Section F n° 955	Madame Sylvie CHARTIER	n° 10
Section F n° 1756	Madame Madeleine JOUQUAND	n° 12
Section F n° 1482	Monsieur Olivier KOSER	n° 14
Section F n° 1747	Monsieur et Madame Michel MALLET	n° 16

### **Numéros impairs :**

Section F n° 889	Monsieur et Madame Gilles AUBERT	n° 1
Section F n° 890	Monsieur Alfred CADIEU	n° 3
Section F n° 896	Monsieur Michel BEILLET	n° 5
Section F n° 900	Madame Sophie CHAUSSONNIERE	n° 7
Section F n° 902	Monsieur Christophe CHAUVIN	n° 9
Section F n° 909	Mademoiselle Amanda DRAKE	n° 11
Section F n° 1542	Madame Marie-Claire PELÉ	n° 13
Section F n° 1538	Madame Danièle NOUVEL	n° 15

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux habitants concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes administratives.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

### **11-162) LES HAUTS ROCHERS - NUMEROTAGE**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que la Municipalité a été saisie par les services de La Poste qui souhaitent que les villages et hameaux soient numérotés en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans de meilleurs délais.

Il est proposé la numérotation suivante :

### **Numéros pairs :**

Section G n° 714	Monsieur Fabien BOUTRELLE	n° 2
Section G n° 861	Monsieur Rémy CHARTIER	n° 4
Section G n° 859	Monsieur Michel VIEL	n° 6
Section G n° 858	Monsieur et Madame Daniel GIQUEL	n° 8
Section G n° 853, 857, 1367	Mademoiselle Céline DOREL	n° 10
Section G n° 851	Monsieur Rémy CHARTIER (Réhabilitation)	n° 12
Section G n° 1366p	Monsieur Philippe MOREL (Réhabilitation)	n° 14
Section G n° 1366p	Monsieur Philippe MOREL	n° 16
Section G n° 847	Madame Renée BRIAND	n° 18
Section G n° 846	Madame Ernestine JOUBERT	n° 20
Section G n° 842, 843	Monsieur et Madame André LAMOUR	n° 22
Section G n° 933p	Melle CHAILLOUS-CLAUD (Réhabilitation)	n° 24
Section G n° 933p	Mademoiselle CHAILLOUS-CLAUD	n° 26
Section G n° 935	Monsieur René CHERBONNEL	n° 28



**Numéros impairs :**

Section G n° 820	Monsieur et Madame Roger CHANTREL	n° 1
Section G n° 840	Monsieur Erwan DURIEUX	n° 3
Section G n° 942	Monsieur Thierry LENORMAND	n° 5

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux habitants concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes administratives.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

**11-163) TRÉHEUC - NUMEROTAGE**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que la Municipalité a été saisie par les services de La Poste qui souhaitent que les villages et hameaux soient numérotés en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans de meilleurs délais.

Il est proposé la numérotation suivante :

**Numéros pairs :**

Section G n° 14	M. Dominique GOUABLIN (Réhabilitation)	n° 2
Section G n° 14	M. Dominique GOUABLIN	n° 4
Section G n° 17	M. Dominique GOUABLIN(Réhabilitation)	n° 6
Section G n° 385	Mme Marguerite LEGROS (Réhabilitation)	n° 8
Section G n° 383	Mme Marguerite LEGROS	n° 10
Section G n° 375	M. et Mme Jean-Yves BLAIRE (Réhabilitation)	n° 12
Section G n° 374	M. et Mme Jean-Yves BLAIRE (Réhabilitation)	n° 14
Section G n° 375	M. et Mme Jean-Yves BLAIRE	n° 16
Section G n° 382	M. et Mme Jean-Yves BLAIRE (Réhabilitation)	n° 18
Section G n° 381	M. et Mme Jean-Yves BLAIRE	n° 20
Section G n° 378 et 1191	Mme Danielle ESNAULT (Réhabilitation)	n° 22
Section G n° 30 et 31	Mme Danielle ESNAULT	n° 24
Section G n° 34	M. et Mme Bernard GOUABLIN	n° 26
Section G n° 40 et 41	M. et Mme André HORVAIS	n° 28
Section G n° 42 et 43	M. et Mme Gilles FOUGERAY	n° 30

### **Numéros impairs :**

Section G n° 1233	M. Maryvonne BOUGEARD	n° 01
Section G n° 60 et 62	M. et Mme Didier MESLIER	n° 03
Section G n° 58p	Mme Marie-Pierre MESLIER	n° 05
Section G n° 58p et 59	Mme Marie-Pierre MESLIER(Réhabilitation)	n° 07
Section G n° 58p	Mme Marie-Pierre MESLIER(Réhabilitation)	n° 09
Section G n° 54p	M. Marcel BUAN	n° 11
Section G n° 54p	M. Marcel BUAN	n° 13
Section G n° 53	M. et Mme Bernard GOUABLIN	n° 15
Section G n° 51	M. Marcel BUAN	n° 17
Section G n° 46	M. Gildas LORIN et Melle Christelle QUERER	n° 19

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux habitants concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes administratives.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

### **11-164) TARIFS MEDIATHEQUE - ANNEE 2011-2012**

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Après avis de la commission culture réunie le 27 septembre 2011 et après validation de la commission finances réunie le 13 octobre 2011, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'approuver les tarifs de la médiathèque suivants qui prendront effet au 12 novembre 2011 et qui seront valables jusqu'au 31 décembre 2012.

### **INSCRIPTION INDIVIDUELLE (POUR UN AN)**

L'abonnement sera gratuit pour les résidents de la commune et les hors commune de 0 à 18 ans, sur présentation d'un justificatif de scolarité.

	<b>2011-2012</b>
pour les résidents de la commune	16 €
pour les résidents hors commune	21 €
Tarif réduit pour les résidents de la commune *	8 €
Tarif réduit pour les résidents hors commune *	12 €

\*Personnes ayant droit aux tarifs réduits : Handicapés  
Bénéficiaires du RSA  
Demandeurs d'emploi  
Etudiants (de 18 à 25 ans)

Sur présentation d'un justificatif

### **INSCRIPTION POUR LES RESIDENTS TEMPORAIRES**

	<b>2011-2012</b>
Résidents temporaires (pour une durée de 6 mois maxi)	8 €
Avec une caution de	50.00 €

### **INSCRIPTIONS COLLECTIVES**

L'abonnement sera gratuit pour : Les écoles maternelles de Combours  
Les écoles élémentaires de Combours  
L'institut les Rivières  
La Maison des enfants

### **PHOTOCOPIES**

	<b>2011-2012</b>
A4	0.25 €
A3	0.50 €

Les photocopies ne pourront concerner que des documents détenus par la médiathèque et non des documents privés et sont destinées aux personnes dans le cadre de devoirs scolaires, d'études ou de recherches personnelles.

### **CAUTIONNEMENT**

Une caution de **50 €** sera demandée pour l'emprunt des DVD et des CD

### **CARTES DE LECTEUR**

Chaque renouvellement de carte de lecteur (en cas de perte, vol, etc.) sera facturé au prix de **2 €**

## **CONNEXION INTERNET**

La connexion internet sera gratuite

## **REEMPLACEMENT DES LIVRES, CD ET DVD**

En cas de documents endommagés ou non restitués à la médiathèque, ces derniers seront soit remplacés soit facturés à l'abonné au prix d'achat du document.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces nouveaux tarifs qui prendront effet le 12 novembre 2011 et seront valables jusqu'au 31 décembre 2012

### **11-165) TARIFS CAMPING MUNICIPAL (hors taxe de séjour) – 2012**

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal qu'il y a lieu de fixer, dès à présent, les tarifs du camping municipal pour l'année 2012. La Commission Finances, réunie le 13 Octobre 2011, propose une augmentation des tarifs de 5 %.

#### **Tarifs par nuitée :**

	2011	2012
Tarif adulte	3.11	<b>3.27</b>
Tarif enfant (de 0 à 2 ans)	gratuit	<b>gratuit</b>
Tarif enfant (de 2 à 12 ans)	1.91	<b>2.01</b>

#### **Tarifs emplacements**

	2011	2012
Tente	1.91	<b>2.01</b>
Caravane	2.21	<b>2.32</b>
Voiture	1.91	<b>2.01</b>
Moto	1.10	<b>1.16</b>
Camping Car	2.47	<b>2.59</b>
Branchement électrique	2.24	<b>2.35</b>
Garage mort	2.24	<b>2.35</b>
Tarif groupe *	1.70	<b>1.79</b>
Animaux	1 €	<b>1.05</b>

	2011	2012
Tarif jeton machine à laver (lessive comprise)	4.26	<b>4.48</b>
Tarif jeton borne vidange camping car	2.00	<b>2.00</b>

\* Le tarif « groupe » : prix par personne et par nuitée ne pourra être accordé qu'à la condition que la demande concerne au minimum 10 personnes.

Il sera demandé une caution de 50 € au moment de la remise du pass permettant d'ouvrir la barrière du camping.

Toute réservation faite pour le camping sera assortie du versement d'arrhes correspondant à 10 % du coût du séjour prévu. Les arrhes seront versées par chèque lors de la demande de réservation qui sera transmis au Trésor Public pour encaissement. En cas d'abandon de la réservation, les arrhes resteront acquises à la ville.

Tout emplacement réservé et non occupé dans les 48 heures de la date fixée sera réputé libre et réutilisé.

### **Location salle du camping (en dehors de la période d'ouverture)**

**Mise à disposition gracieuse aux associations combourgeoises**, pour usage de réunion exclusivement.

Cette salle pourra être louée à des associations extérieures à la ville de Combours, sous réserve des disponibilités, les associations combourgeoises étant prioritaires,

	2011	2012
Tarif unique de location aux associations extérieures à Combours	71.32	74.89

En 2010, la commune a signé une convention pour 5 ans avec l'ANCV (Agence Nationale pour les Chèques Vacances) afin d'établir un tarif « bourse solidarité vacances ». (Réduction de 30 % sur le prix de base pour les revenus modestes et les personnes handicapées dont le quotient familial est inférieur à 800 € - attestation CAF).

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces nouveaux tarifs qui prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2012.

### **11-166) TRAVAUX DE LA MEDIATHEQUE - AVENANTS**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la « **Médiathèque du Pôle Culturel** », marché à procédure adaptée, signé le 12 mai 2010 :

L'entreprise **LEBLANC** d'Ernée (53), titulaire du **lot n° 4 –Menuiseries extérieures aluminium-** a présenté un avenant (n° 1) en moins value :

- Objet de l'avenant :
  - Stores occultation intérieurs

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	53 812.19 € H.T.
<b>Avenant n°1 en moins value :</b>	<b><u>- 6 853.56 € H.T.</u></b>

<b>Nouveau montant du marché:</b>	<b>46 958.63 € H.T.</b>
-----------------------------------	-------------------------

Soit une diminution de 12.74 % par rapport au montant du marché initial

L'entreprise **BORGEAUD BIBLIOTHEQUES** de Bagneux (92), titulaire du **lot n° 14 – Mobilier-** a présenté un avenant (n° 1) en moins value :

- Objet de l'avenant :

- Ajustement du mobilier de la médiathèque

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	69 216.67 € H.T.
<b>Avenant n°1 en moins value :</b>	<b><u>- 41 943.93 € H.T.</u></b>

<b>Nouveau montant du marché:</b>	<b>27 272.74 € H.T.</b>
-----------------------------------	-------------------------

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5% par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal :

Après avis de la commission finances, réunie le 13 octobre 2011, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer l'avenant n° 1 de l'entreprise **BORGEAUD Bibliothèques** (lot n°14), régularisé par un marché complémentaire (délibération n° 11-167 du 9 Novembre 2011), ainsi que l'avenant n° 1 de l'entreprise **LEBLANC** (lot n°4).

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

## **11-167) TRAVAUX DE LA MEDIATHEQUE - MARCHE COMPLEMENTAIRE**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que le marché de travaux de construction de la médiathèque intègre un lot de fourniture de mobilier. Ce lot a été attribué à l'entreprise BORGEAUD Bibliothèques le 12 mai 2010.

Les nouvelles orientations définies pour le fonctionnement de la médiathèque, notamment en termes de collections d'ouvrages et de répartition sur les différents plateaux, ainsi qu'une définition partiellement incorrecte des besoins, rendent indispensables des ajustements sur certains types de mobilier. Un certain nombre d'éléments de mobilier ne sont donc plus utiles et font l'objet d'un avenant en moins value ; d'autres éléments sont devenus nécessaires et font l'objet d'un marché complémentaire.

Ces besoins nouveaux sont traités par un marché complémentaire passé avec BORGEAUD Bibliothèques car il importe que le mobilier soit en parfaite homogénéité avec celui déjà acquis.

Le **lot n° 14 – Mobilier** a été attribué à l'entreprise **BORGEAUD Bibliothèques** de Bagneux (92) pour un montant de 69 216.67 € H.T, soit 82 783.14 € TTC.

Après avis de la commission finances, réunie le 13 octobre 2011, Madame GIROUX informe le Conseil Municipal qu'un marché complémentaire au marché initial sera signé pour un montant de 42 438.82 € HT soit 50 756.83 € TTC.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

## **11-168) TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE L'ENFANCE - AVENANTS**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la « **Construction d'une Maison de l'Enfance** », marché à procédure adaptée, signé le 22 novembre 2010,

L'entreprise **GRINHARD FRERES** de Combours (35), titulaire du **lot n° 4 – Menuiserie Intérieures Bois** - a présenté un avenant (n°3) en plus value :

- Objet de l'avenant :
  - Modification hauteur béquillage de la porte PMR espace éveil
  - Signalétique supplémentaire 110/160
- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché : 39 250.29 € H.T.

Avenant n°1 en plus value :	+ 1 337.88 € H.T.
Avenant n°2 en moins-value :	- 215.00 € H.T.
<b>Avenant n° 3 en plus value</b>	<b><u>+ 897.40 € H.T.</u></b>

**Nouveau montant du marché: 41 270.57€ H.T.**

A ce stade du marché, on peut donc constater une augmentation de **5.69 %** et une diminution de **0.55 %** par rapport au montant du marché initial.

L'entreprise **GRINHARD FRERES** de Combourg (35), titulaire du **lot n° 4 – Menuiserie Intérieures Bois** - a présenté un avenant (n°4) en moins value :

- Objet de l'avenant :
  - Moins value sur organigramme
  - Suppression des coffres de volets roulants
  - Suppression du meuble sous évier (repos détente)

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	39 250.29 € H.T.
Avenant n°1 en plus value :	+ 1 337.88 € H.T.
Avenant n°2 en moins-value :	- 215.00 € H.T.
Avenant n° 3 en plus value	+ 897.40 € H.T.
<b>Avenant n° 4 en moins value</b>	<b><u>- 1 485.20 € H.T.</u></b>

**Nouveau montant du marché: 39 785.37€ H.T.**

A ce stade du marché, on peut donc constater une augmentation de **5.69 %** et une diminution de **4.33 %** par rapport au montant du marché initial.

L'entreprise **GRINHARD FRERES** de Combourg (35), titulaire du **lot n° 4 – Menuiserie Intérieures Bois** - a présenté un avenant (n°5) en plus value :

- Objet de l'avenant :
- Fourniture et pose d'un panneau Trespa
- Fourniture et pose d'un plan de travail dans la buanderie

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	39 250.29 € H.T.
Avenant n°1 en plus value :	+ 1 337.88 € H.T.
Avenant n°2 en moins-value :	- 215.00 € H.T.
Avenant n° 3 en plus value	+ 897.40 € H.T.
Avenant n° 4 en moins value	- 1 485.20 € H.T.



**Avenant n°5 en plus value** **+ 284.72 € H.T.**

**Nouveau montant du marché:** **40 070.09 € H.T.**

A ce stade du marché, on peut donc constater une augmentation de **6.42 %** et une diminution de **4.33 %** par rapport au montant du marché initial.

L'entreprise **GUERIN FLUIDES SERVICES** de Landéan (35), titulaire du **lot n° 13 – Plomberie Sanitaires – Chauffage Ventilation** - a présenté un avenant (n° 4) en moins value :

- Objet de l'avenant :

- Suppression de la régulation de chauffage De Dietrich initialement prévue au marché.

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	116 599.30 € H.T.
Avenant n°1 en moins value :	- 1 537.85 € H.T.
Avenant n°2 en moins value :	- 737.36 € H.T.
Avenant n°3 en plus value :	+ 1 100.87 € H.T.
<b>Avenant n° 4 en moins value :</b>	<b><u>- 2 963.16 € H.T.</u></b>

**Nouveau montant du marché :** **112 461.80 € H.T.**

A ce stade du marché, on peut donc constater une diminution de **4.49%** et une augmentation de **0.94%** par rapport au montant du marché initial.

L'entreprise **GUERIN FLUIDES SERVICES** de Landéan (35), titulaire du **lot n° 13 – Plomberie Sanitaires – Chauffage Ventilation** - a présenté un avenant (n° 5) en plus value :

- Objet de l'avenant :

- Régulation chauffage WIT en remplacement du système De Dietrich

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	116 599.30 € H.T.
Avenant n°1 en moins value :	- 1 537.85 € H.T.
Avenant n°2 en moins value :	- 737.36 € H.T.
Avenant n°3 en plus value :	+ 1 100.87 € H.T.
Avenant n° 4 en moins value :	- 2 963.16 € H.T.
<b>Avenant n° 5 en plus value :</b>	<b><u>+ 7 209.67 € H.T.</u></b>

**Nouveau montant du marché :** **119 671.47 € H.T.**

A ce stade du marché, on peut donc constater une augmentation de **7.13 %** et une diminution de **4.49 %** par rapport au montant du marché initial.

L'entreprise **GUERIN FLUIDES SERVICES** de Landéan (35), titulaire du **lot n° 13 – Plomberie Sanitaires – Chauffage Ventilation** - a présenté un avenant (n° 6) en moins value :

- Objet de l'avenant :

Equipement électro ménager domestique (chauffe biberon - stérilisateur- centrale de nettoyage - lave vaisselle - sèche linge - réfrigérateurs)

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	116 599.30 € H.T.
Avenant n°1 en moins value :	- 1 537.85 € H.T.
Avenant n°2 en moins value :	- 737.36 € H.T.
Avenant n°3 en plus value :	+ 1 100.87 € H.T.
Avenant n° 4 en moins value :	- 2 963.16 € H.T.
Avenant n° 5 en plus value :	+ 7 209.67 € H.T.
<b>Avenant n°6 en moins value</b>	<b><u>- 2 258.63 € H.T.</u></b>

**Nouveau montant du marché : 117 412.84 € H.T.**

A ce stade du marché, on peut donc constater une augmentation de **7.13 %** et une diminution de **6.43 %** par rapport au montant du marché initial

L'entreprise **GUERIN FLUIDES SERVICES** de Landéan (35), titulaire du **lot n° 13 – Plomberie Sanitaires – Chauffage Ventilation** - a présenté un avenant (n° 7) en plus value :

- Objet de l'avenant :

Equipement semi professionnel (lave linge - réseau eau chaude pour lave linge - lave vaisselle - sèche linge - kit de superposition - réfrigérateurs)

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	116 599.30 € H.T.
Avenant n°1 en moins value :	- 1 537.85 € H.T.
Avenant n°2 en moins value :	- 737.36 € H.T.
Avenant n°3 en plus value :	+ 1 100.87 € H.T.
Avenant n° 4 en moins value :	- 2 963.16 € H.T.
Avenant n° 5 en plus value :	+ 7 209.67 € H.T.
Avenant n°6 en moins value	- 2 258.63 € H.T.
<b>Avenant n° 7 en plus value</b>	<b><u>+ 7 769.45 € H.T.</u></b>

**Nouveau montant du marché : 125 182.29 € H.T.**

A ce stade du marché, on peut donc constater une augmentation de **13.79 %** et une diminution de **6.43 %** par rapport au montant du marché initial.

L'entreprise **Blaire et Hubert.** de Lourmais (35), titulaire du **lot n° 14 – Terrassement – VRD – Aménagement Extérieurs** - a présenté un avenant (n° 3) en plus value :

- Objet de l'avenant :

- Travaux de terrassement pignon et façade arrière

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	38 212.25 € H.T.
Avenant n°1 en moins value	- 160.50 € H.T.
Avenant n°2 en plus value :	+ 386.25 € H.T.
<b>Avenant n°3 en plus value :</b>	<b><u>+ 3 287.50 € H.T.</u></b>

**Nouveau montant du marché: 41 725.50 € H.T.**

A ce stade du marché, on peut donc constater une diminution de **0,42%** et une augmentation de **9.61%** par rapport au montant du marché initial

L'entreprise **Blaire et Hubert.** de Lourmais (35), titulaire du **lot n° 14 – Terrassement – VRD – Aménagement Extérieurs** - a présenté un avenant (n° 4) en moins value :

- Objet de l'avenant :

- Travaux en moins sur :
- Voirie
  - Pied de façade gravillonné avec bordure osier
  - Bordure béton
  - Citerneau
  - Chambre de tirage

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	38 212.25 € H.T.
Avenant n°1 en moins value	- 160.50 € H.T.
Avenant n°2 en plus value :	+ 386.25 € H.T.
Avenant n°3 en plus value :	+ 3 287.50 € H.T.
<b>Avenant n° 4 en moins value :</b>	<b><u>- 2 775.50 € H.T.</u></b>

**Nouveau montant du marché: 38 950.00 € H.T.**

A ce stade du marché, on peut donc constater une diminution de **7,68 %** et une augmentation de **9.61%** par rapport au montant du marché initial

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5% par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal,

Après avis de la Commission Finances, réunie le 13 Octobre 2011, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer les avenants n° 3, 4 et 5 de l'entreprise GRINHARD (lot n° 4), les avenants n° 5, 6 et 7 de l'entreprise **GUERIN FLUIDES SERVICES** (lot 13) et les avenants n°3 et 4 de **BLAIRE ET HUBERT** (lot n° 14).

En ce qui concerne l'avenant n° 4 en moins-value de l'entreprise GUERIN FLUIDES SERVICES, il est évoqué à titre d'information et ne fera pas l'objet d'un vote.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

#### **11-169) TRAVAUX DE REQUALIFICATION URBAINE 2011 – AVENANT**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 11-142 en date du 14 septembre 2011, le Conseil Municipal a été informé qu'un marché complémentaire serait passé avec l'entreprise **EVEN** de Pleurtuit (35)- **Lot n° 1 : Terrassement – Voirie Assainissement EP –Espaces verts** pour un montant de **22 690 € H.T.** soit 27 137.24 € T.T.C.

Lors de la même séance en date du 14 septembre 2011, le Conseil municipal a décidé d'affermir la **Tranche Conditionnelle 1** – Avenue de la Libération section entre le Chemin de Bel Air et le passage à niveau dont 75 mètres sont imputés au pôle ferroviaire sur un total de 270 mètres d'aménagement pour les lots 1, 2 et 3 (délibération n° 11-144).

**Pour le lot n° 1** : attribué à l'entreprise **EVEN** de Pleurtuit (35) - **Terrassement – Voirie – Assainissement EP – Espaces verts** – la tranche conditionnelle 1 a été affermie pour un montant de **234 971,10 € H.T.** soit 281 025.44€T.T.C.

L'entreprise **EVEN**, de Pleurtuit (35), titulaire du **lot n° 1 – Terrassement – Voirie – Assainissement EP – Espaces Verts** - a présenté un avenant (n° 1) en plus value concernant les travaux de la tranche conditionnelle 1.

- Objet de l'avenant :
  - Extension Eau Pluviale (parking pôle ferroviaire)

- Montant de l'avenant :

<b>Montant du marché</b> (montant Tranche Ferme + Marché Complémentaire + Tranche Conditionnelle 1) :	678 285.40 € H.T.
<b>Avenant n°1 en plus value</b>	<b><u>+ 2 058.00 € H.T.</u></b>

**Nouveau montant du marché: 680 343.40 € H.T.**

Soit une augmentation de **0.30%** par rapport au montant du marché initial.

Conformément à l'article L 2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5 % par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal, celui-ci est informé de l'avenant n° 1 en plus-value de l'entreprise EVEN.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

#### **11-170) ADMISSION EN « NON VALEUR »**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, par courrier en date du 25 août 2011, le Receveur Municipal a informé la commune qu'un titre émis en 2010 reste en solde dans les comptes de la commune, la créance concerne :

- Un titre émis pour un montant de **93.82 €** (concernant des impayés cantine).

Ce dossier a fait l'objet d'une présentation lors de la commission Finances du 13 Octobre 2011.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,  
Vu l'état du titre irrécouvrable transmis par Monsieur le Trésorier de TINTENIAC pour lequel il a été demandé l'admission en non valeur,

Madame GIROUX propose au conseil municipal d'admettre ce titre en non-valeur.

Cette somme sera réglée sur l'article 654 de l'exercice en cours

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

**11-171) DEMANDE DE GARANTIE D'EMPRUNT DE LA SA HLM LA RANCE  
CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX –AVENUE DE LA  
LIBERATION –**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre de la construction de 9 logements locatifs sociaux, avenue de la Libération, la société HLM LA RANCE sollicite la garantie d'un emprunt (Prêt Locatif à Usage Social : PLUS) auprès de la Caisse des dépôts et Consignations, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- montant : 572 229 €
- taux effectif global : 2,85 % (taux révisable annuellement en fonction du taux du livret A)
- durée : 40 ans

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de délibérer de la façon suivante :

« Vu la demande formulée par le SA HLM LA RANCE en date du 1<sup>er</sup> septembre 2010 et tendant à solliciter la ville en vue de la garantie d'un emprunt de 572 229 €

Vu le rapport établi par la Caisse des dépôts et Consignations de Bretagne et concluant à un accord de principe en date du 9 août 2011.

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'article 2298 du Code Civil

Vu le contrat de prêt (PLUS) n° 1204863 (annexe) à prendre effet entre la SA HLM LA RANCE et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Article 1** : La Commune de Combourg accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement du contrat de prêt n° 1204863 (en annexe, lequel fait partie intégrante de la présente délibération) souscrit par la SA HLM LA RANCE auprès de la Caisse des dépôts et Consignations selon les caractéristiques financières du prêt et aux charges et conditions du contrat en annexe.

**Article 2** : **La garantie est apportée aux conditions suivantes :**

La garantie de la Collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM LA RANCE dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

**Article 3** : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt. »

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

**11-172) DEMANDE DE GARANTIE D'EMPRUNT DE LA SA HLM LA RANCE CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX –AVENUE DE LA LIBERATION –**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre de la construction de 4 logements locatifs sociaux, avenue de la Libération, la société HLM LA RANCE sollicite la garantie d'un emprunt (Prêt Locatif Aide à l'Intégration : PLAI) auprès de la Caisse des dépôts et Consignations, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- montant : 295 047 €
- taux effectif global : 2,05 % (taux révisable annuellement en fonction du taux du livret A)
- durée : 40 ans

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de délibérer de la façon suivante :

« Vu la demande formulée par le SA HLM LA RANCE en date du 1<sup>er</sup> septembre 2010 et tendant à solliciter la ville en vue de la garantie d'un emprunt de 295 047 €

Vu le rapport établi par la Caisse des dépôts et Consignations de Bretagne et concluant à un accord de principe en date du 9 août 2011.

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu l'article 2298 du Code Civil.

Vu le contrat de prêt (PLAI) n° 1204864 (annexe) à prendre effet entre la SA HLM LA RANCE et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Article 1** : La Commune de Combours accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement du contrat de prêt n° 1204864 (en annexe, lequel fait partie intégrante de la présente délibération) souscrit par la SA HLM LA RANCE auprès de la Caisse des dépôts et Consignations selon les caractéristiques financières du prêt et aux charges et conditions du contrat en annexe

**Article 2 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :**

La garantie de la Collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM LA RANCE dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

**Article 3** : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt. »

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

### **11-173) GAEC DU LINON – BAIL PRECAIRE**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, par délibération en date du 22 avril 1982, le Conseil Municipal a consenti un bail précaire des parcelles D 544 et D 545 d'une contenance de 14 140 m<sup>2</sup> soit 1ha41a40ca au profit de monsieur Michel ANNEIX (actuellement GAEC du Linon, anciennement GAEC de l'Epa).

Suite à la récupération d'une partie du terrain par la commune dans le cadre des travaux entrepris pour le bassin tampon du lotissement « La Gare/Bel Air », la surface louée se trouve modifiée à hauteur de 1ha05a40ca. Aussi convient-il de fixer de nouvelles conditions pour le bail précaire consenti au GAEC du Linon.

Après négociation avec le fermier, GAEC du LINON de Combourg, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de fixer le montant du nouveau fermage sur la base de 5 quintaux de blé à l'hectare, soit un fermage de 108,40 € pour 1 ha 05 a 40 ca, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2010 auquel s'ajoutera la somme de 36,94 € pour la période du 1<sup>er</sup> mai au 30 octobre 2010. Le bail sera reconduit par tacite reconduction, étant précisé que le Conseil Municipal pourra le dénoncer ou le modifier par délibération.

Le montant sera indexé sur l'indice départemental des fermages.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

### **11-174) UTILISATION DES DEPENSES IMPREVUES – DECISION MODIFICATIVE**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX rappelle que, lors de la séance du 14 septembre 2011, le Conseil Municipal a été informé de la procédure budgétaire concernant l'utilisation des dépenses imprévues.

Etant donné qu'une dotation a été inscrite au budget 2011, la procédure budgétaire concernant l'utilisation des dépenses imprévues, selon l'article L 2322-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, n'est pas applicable. Il convient donc de prendre une décision modificative, à savoir :

Prélèvement sur le chapitre 020 « dépenses imprévues en investissement » pour la somme suivante :

- 25 000 € pour virement sur 21538 - 608- 822 concernant la pose du réseau eaux pluviales rue de la Libération (Entreprise EVEN) du budget de la commune.



Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

### **11-175) REAMENAGEMENT DU CAMPING – CONSULTATION DE MAITRISE D'ŒUVRE - ATTRIBUTION**

Rapporteur : M. Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 11-2 en date du 9 février 2011, relative à l'accueil de résidences de loisirs, il a été décidé d'approuver le projet d'implantation de mobil homes sous réserve du maintien du classement actuel de l'établissement.

Par délibération en date du 5 Juillet 2011, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à lancer une consultation de maîtrise d'œuvre selon la procédure adaptée.

A cet effet, le pouvoir adjudicateur a envoyé l'avis d'appel public à la concurrence :

- sur la plate forme de dématérialisation e-mégalis le 24 Août 2011.
- pour l'édition de Ouest-France des 27 et 28 Août 2011.

24 DCE ont été retirés et 9 plis réceptionnés avant la limite de dépôt des offres fixée au Mardi 20 Septembre 2011 à 12h00.

L'ouverture des différentes propositions a été réalisée en présence de M Lebre, Adjoint, le Vendredi 23 Septembre 2011 et l'analyse a ensuite été réalisée par les services techniques municipaux.

Suite à la présentation de l'analyse, et suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du Vendredi 7 Octobre 2011 à 14h00, le pouvoir adjudicateur a décidé de retenir la proposition de :

ATEC OUEST  
Aménagement du Territoire Etudes et Conseils  
Rue Jean Baptiste Guérin  
35740 PACE

Pour un taux de rémunération fixé à 3.95 %.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

## **11-176) PARTICIPATION COMMUNALE POUR LE RENOUVELLEMENT DE L'EMPLOI D'UN ANIMATEUR COMMERCIAL**

Rapporteur : M. Bertrand HIGNARD, Adjoint délégué à l'action économique

Monsieur HIGNARD rappelle que, par délibérations n° 10-127 et 10-146 en date des 28 septembre 2010 et 27 octobre 2010, le Conseil Municipal a accepté, la création d'un emploi d'animateur par la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de St Malo afin de dynamiser l'action commerciale dans les communes de Combours et de Tinténia et a autorisé le maire à signer une convention.

Considérant la modification des aides de l'Etat en ce qui concerne les dispositions applicables pour les contrats de type CAE ou CUI, la CCI de St Malo propose le recrutement d'un animateur dans le cadre d'un contrat à durée déterminée de 6 mois non renouvelable à compter du 14 octobre 2011.

La convention arrivant à son terme, la CCI propose son renouvellement afin de fixer les modalités de prise en charge entre la CCI, et les communes de Combours et de Tinténia : (voir tableau suivant)

<b>FINANCEMENT</b>			
<b>Montant à financer</b> (17 721.05 € + 1 250 €)	<b>18 971 .05 €</b>		
	6 mois	2011 (2.5 mois)	2012 (3.5 mois)
Financement CCI	6 260.45 €	2 608.52 €	3 651.93 €
Financement Mairie de Combours	7 398.71 €	3 082.80 €	4 315.91 €
Financement Mairie de Tinténia	5 311.89 €	2 213.29 €	3 098.61 €

Monsieur HIGNARD propose Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la nouvelle convention à intervenir.

Entendu l'exposé de Monsieur HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, AUTORISE le Maire à signer la convention à intervenir.

## **11-177) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL ET D'UNE PARTIE DE PARCELLE COMMUNALE A « LA HAYE » – DEMANDEUR : M. DESCLOS PIERRICK**

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 20 Juillet 2011, Monsieur DESCLOS Pierrick, domicilié à « La Haye » à Combours a demandé, dans le cadre de la réalisation de 3 terrains à bâtir, l'achat d'une portion du chemin

communal situé entre les parcelles F-811 et F-808, ainsi que l'acquisition d'une partie de la parcelle F-807, portant actuellement un ancien réservoir d'eau potable.

La commission « voirie, infrastructures et affaires rurales », réunie le 20 Septembre 2011, s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à ces deux demandes.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de ces cessions.

Par ailleurs, il est précisé que ces ventes, si elles se réalisent, auront lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m<sup>2</sup> et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

En accompagnement de la réalisation de 3 terrains à bâtir, le demandeur s'engage à créer à ses frais, une défense incendie sur la parcelle F 709, située à proximité de cette opération et à rétrocéder, pour un euro symbolique, cet équipement à la Commune, conformément à la délibération du 15 décembre 2009 fixant le principe de cession et les modalités de prise en charge par la commune des systèmes de défense incendie.

De plus, la portion de chemin demandé restera à vocation de desserte.

Après un débat portant sur le prix de vente du terrain, le Conseil Municipal, par 26 voix Pour et 2 voix Contre, ADOPTE ces propositions.

**11-178) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PARCELLE COMMUNALE A  
« RINIAC » – DEMANDEUR : Mme GARNIER ANNICK**  
Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 30 Août 2011, Madame GARNIER Annick, domiciliée à « Riniac » à Combours, dans le cadre de l'assainissement d'une parcelle constructible, a demandé l'acquisition de la parcelle communale C-224.

La commission « voirie, infrastructures et affaires rurales », réunie le 20 Septembre 2011, s'est rendue sur place et a émis un avis défavorable à cette demande au motif de la présence d'une fontaine sur cette parcelle, ayant vocation de réserve d'eau.

Il est rappelé au Conseil Municipal que cette parcelle a déjà fait l'objet d'une demande d'acquisition en 2005, de la part de Monsieur CORMIER Régis.

M. LEBRET propose au Conseil Municipal de décider de suivre l'avis de la commission.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

## **11-179) ACQUISITIONS FONCIERES PAR LA COMMUNE - RUE DES OLIVIERS**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle que, par délibérations n° 10-172 et 10-173 en date du 8 décembre 2010, le Conseil Municipal a accepté le principe de rétrocession des espaces communs des lotissements « Les Oliviers » et « Le Hameau des Oliviers ».

Situé à proximité de ces deux opérations, M et Mme ROBINAULT ont détaché de leur propriété un lot à bâtir de 918 m<sup>2</sup> (874 + 44) et une bande de terrain de 125 m<sup>2</sup> (119+6) destinée à l'élargissement d'un lot existant du lotissement « Le Hameau des Oliviers », et aspectés sur la Rue des Oliviers.

Cette division de terrain a fait l'objet d'une déclaration préalable notifiant que les espaces appelés à une utilisation commune, et figurant au schéma d'aménagement comme bordant la rue des Oliviers, feront l'objet d'une rétrocession à la Ville de Combourg.

Cette opération consiste en un élargissement de voie et se traduira par :

- une rétrocession d'une bande de terrain de 44 m<sup>2</sup> par Monsieur et Madame Roger COUAPEL
- une rétrocession d'une bande de terrain de 6 m<sup>2</sup> par Monsieur et Madame Daniel GUILLOUX

Les actes de vente ROBINAULT / COUAPEL / GUILLOUX mentionnent l'engagement des acquéreurs à rétrocéder à la commune lesdites parties de terrain.

La commission voirie, infrastructure et affaires rurales, réunie le 20 Septembre 2011, a émis un avis favorable à cette acquisition.

Les espaces définis sur le schéma d'aménagement (espace piétons et espace enherbé) seront acquis au prix de 0,80 € le m<sup>2</sup>. Comme mentionné dans la déclaration préalable de division référencée DP 35 085 10 S 0077, les frais d'actes et de géomètres seront à la charge des vendeurs.

M. LEBRET propose au Conseil Municipal :

- de décider, le principe de cette acquisition par la commune
- d'autoriser le maire à signer tous documents et actes nécessaires à ces transactions.

Après un débat portant sur le prix de vente du terrain, le Conseil Municipal, par 27 voix Pour et 1 voix Contre, ADOPTE ces propositions.

## **11-180) LOTISSEMENT « LA RENAISSANCE » - RETROCESSION DES ESPACES COMMUNS**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal qu'en référence à la délibération du Conseil Municipal du 12 Juillet 2004, la commune de Combours a délivré une autorisation de lotir relative au lotissement « de la Renaissance » ayant pour référence LT 35 085 04 X 3004 et accordé en date du 14 Décembre 2004 pour la réalisation de 43 lots, dont 42 destinés à la construction de maisons individuelles et 1 destiné à la réalisation d'une opération groupée de 6 logements locatifs.

Il rappelle également au Conseil Municipal que, par délibération n° 04-114 du 13 Septembre 2004, il a été décidé d'adopter le projet de convention de ce lotissement entre la commune et Bretagne Lotissements Paysagers (BLP), représentée par M BERTIN concernant la rétrocession des ouvrages dans le domaine communal.

La réalisation des ouvrages étant achevée, la rétrocession dans le domaine public communal, à titre gracieux, porte sur les voies, les réseaux, les espaces verts et le mobilier urbain du lotissement « de la Renaissance » à savoir les parcelles suivantes :

<b>Ref. parcelle</b>	<b>Surface parcelle En m²</b>
D-1279	2139
D-1255	655
D-1254	236
D-1271	399
D-1269	25
D-1270	313
AC-853	2790
AC-855	2508
AC-870	625
AC-875	13
AC-876	1092
AC-859	172
AC-854	172
AC-869	111
AC-868	178
<b>TOTAL</b>	<b>11428</b>

Il est également rappelé que ladite convention stipule des frais d'intervention de la commune à la charge du lotisseur, à hauteur de 1 % du montant HT des marchés, dont 50 % recouvrable à la réception définitive.

La société ACANTHE, dénommée précédemment Bretagne Lotissements Paysagers (BLP), prendra en charge les frais d'acte liés à cette intégration foncière par le biais de l'office notarial SCP PRIOL-LACOURT

Ce projet de rétrocession a reçu un avis favorable de la commission voirie, infrastructures et affaires rurales en date du Jeudi 19 Mai 2011.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'accepter le principe de rétrocession de ces parcelles dans le domaine public communal, selon les conditions énoncées ci-dessus.
- De donner pouvoir au Maire pour signer tous actes et pièces liés à cette transaction.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

### **11-181) LOTISSEMENT « LA RENAISSANCE 2» - RETROCESSION DES ESPACES COMMUNS**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal qu'en référence à la délibération du Conseil Municipal du 5 Janvier 2005, la commune de Combours a délivré une autorisation de lotir relative au lotissement « Renaissance 2 » ayant pour référence LT 35 085 05 X 3001 et accordé en date du 8 Juillet 2005 pour la réalisation de 11 lots ; il a également été décidé d'adopter le projet de convention de ce lotissement entre la commune et la société ACANTHE, représentée par M BERTIN concernant la rétrocession des ouvrages dans le domaine communal.

La réalisation des ouvrages étant achevée, la rétrocession dans le domaine public communal, à titre gracieux, porte sur les voies, les réseaux, les espaces verts et le mobilier urbain du lotissement « Renaissance 2 » à savoir les parcelles suivantes :

<b>Ref. parcelle</b>	<b>Surface parcelle En m<sup>2</sup></b>
D01281	155
D01295	222
D01288	114
<b>TOTAL</b>	<b>491</b>

Il rappelle également que ladite convention stipule des frais d'intervention de la commune à la charge du lotisseur, à hauteur de 1 % du montant HT des marchés, dont 50 % recouvrable à la réception définitive.

La société ACANTHE prendra en charge les frais d'acte liés à cette intégration foncière par le biais de l'office notarial SCP PRIOL-LACOURT

Ce projet de rétrocession a reçu un avis favorable de la commission voirie, infrastructures et affaires rurales en date du Jeudi 19 Mai 2011.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'accepter le principe de rétrocession de ces parcelles dans le domaine public communal, selon les conditions énoncées ci-dessus.
- De donner pouvoir au Maire pour signer tous actes et pièces liés à cette transaction.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

**11-182) DEDOUBLEMENT DE LA CONDUITE D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ENTRE LE SITE DE PRODUCTION DE LA GENTIERE ET LE RESERVOIR DE BEL-AIR – VALIDATION AVANT PROJET DEFINITIF (APD) ET DU DCE**

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle que, par délibération en date du 9 Février 2011, le Conseil Municipal a approuvé le lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre, et, par délibération en date du 5 juillet 2011, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet BOURGOIS, de Saint Grégoire pour assurer cette mission.

Suite à différentes réunions, les études font état de l'estimatif suivant :

Désignation	Coût HT	Coût TTC
Terrassements	116 533,00 €	139 373,47 €
Canalisations	116 417,50 €	139 235,33 €
Robinetterie, Fontainerie, accessoires	7 161,00 €	8 564,56 €
Maçonnerie, ouvrages, travaux spéciaux	2 875,00 €	3 438,50 €
Réfections	22 750,00 €	27 209,00 €
	<b>265 736,50 €</b>	<b>317 820,85 €</b>

Pour rappel, ces travaux font suite au schéma directeur de 2007 et le réseau de canalisations à poser représente un linéaire d'environ 2 600 m en diamètre 125 mm, en fonte. Il s'agit de dédoubler l'actuelle conduite de refoulement, âgée de 70 ans, afin d'accompagner les travaux de la station de pompage de la Gentière.

Madame GINGAT propose au Conseil Municipal :

- D'approuver ce programme de travaux.
- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- D'autoriser Monsieur le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.
- De solliciter les aides suivantes auprès :
  - Du SMG 35 (Syndicat Mixte de Gestion pour l'approvisionnement en Eau Potable pour l'Ille et Vilaine)

- De L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne

Il est rappelé que, par délibération n° 08-36 du 1<sup>er</sup> Avril 2008, le Maire est habilité à signer les marchés passés sous la forme d'une procédure adaptée.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

**11-183) DEDOUBLEMENT DE LA CONDUITE D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ENTRE LE SITE DE PRODUCTION DE LA GENTIERE ET LE RESERVOIR DE BEL-AIR – CONVENTION DE PASSAGE DE CANALISATION D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN TERRAIN PRIVE**

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de dédoublement de la conduite d'adduction d'eau potable entre le site de production de la Gentièrre et le réservoir de Bel-Air, le trajet retenu pour la nouvelle canalisation privilégie le passage en domaine public.

Néanmoins, la liaison entre la Voie Communale n° 331 (La Haute Bouessière) et la Route Départementale n° 83 (Route de Tréméheuc – La Bouessière sous Litré) impacte nécessairement le domaine privé. Il s'agit en l'occurrence d'un chemin d'exploitation privé appartenant à M et Mme AUBREE Alain, propriétaires et exploitants des parcelles concernées.

Afin de régir cet usage, il convient d'en définir les modalités par le biais d'une convention.

Cette convention, jointe en annexe, fixe les droits et obligations de chaque partie, ainsi que l'assiette de cette servitude.

Madame GINGAT propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, AUTORISE le Maire à signer ladite convention.



## **11-184) SPIR - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE – EXERCICE 2010**

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT informe le Conseil Municipal que, conformément à la loi relative au renforcement de la protection de l'environnement, le Syndicat Mixte de Production d'Eau Potable d'Ille et Rance a transmis à la Commune son rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable pour l'exercice 2010.

En application de l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce rapport annuel, établi par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF), est présenté au Conseil Municipal.

S'agissant d'un rapport d'information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

## **11-185) CONCOURS DES MAISONS FLEURIES – ATTRIBUTION DE PRIX**

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjoint

Madame GINGAT rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 01-65 en date du 6 juin 2001, le Conseil Municipal a décidé de créer un concours local des maisons fleuries doté de prix.

Cette année, la ville a enregistré 32 inscrits contre 38 en 2010.

Le Jury s'est réuni par 2 fois. La première fois pour une visite des lieux, et pour effectuer des photographies des plantations et la deuxième fois pour attribuer les prix en fonction des 5 catégories retenues :

- maisons avec jardin
- fenêtres et murs.
- balcons et terrasses
- commerçants et artisans
- exploitation agricole

Le jury propose que chacune de ces catégories soit dotée d'un montant global de prix fixé de la façon suivante :

• maisons avec jardin :	767 €
• fenêtres et murs :	284 €
• balcons et terrasses :	90 €
• Commerçants et artisans	60 €
• exploitations agricoles	70 €

La remise des prix a eu lieu le vendredi 4 novembre 2011.

Madame GINGAT propose au Conseil Municipal de donner un accord de principe sur cette répartition étant précisé que les crédits liés à cette opération ont été inscrits au budget primitif 2011.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

**11-186) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions **du 7 Septembre 2011 au 31 Octobre 2011**, et à ce titre ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
Etude de sols relative à la création d'une salle de sports	<b>ECR Environnement de St Grégoire</b> Géosis Fondouest de St Grégoire Ginger CEBTP de La Mézière	<b>3 990.00 €</b> 4 474.00 € 4 310.00 €	<b>4 772.04 €</b> 5 350.90 € 5 154.76 €
Programme de fauchage 2011	<b>Ent JARDIN – Parigné</b> Sarl JAN – Cherrueix Ent CONTIN – La Ville Es Nonais	<b>10 200.00 €</b> 11 500.00 € 10 300.00 €	<b>12 199.20 €</b> 13 754.00 € 12 318.80 €
Dératisation, désinsectisation, désinfection	<b>Farago – Rennes</b> Services 3D – Cesson Sévigné Amboile services - Pacé	<b>2 604.00 €</b> 4 350.00 € 3 280.00 €	<b>3 114.38 €</b> 4 920.60 € 3 922.88 €
Remplacement Chaudière école de musique	<b>Ent COBAC – Combours</b> Ent COUVERT - Combours	<b>1 869.00 €</b> 1 854.00 €	<b>2 235.32 €</b> 2 217.38 €
Programme de marquage 2011	<b>STOP – Acigné</b> Hélios Atlantique – Guichen Self Service – Cesson Sévigné Signature – Cesson Sévigné	<b>4 523.00 €</b> 6 037.50 € 7 623.00 € 5 738.72 €	<b>5 409.51 €</b> 7 220.85 € 9 117.11 € 6 863.51 €

La proposition retenue figure en gras dans le tableau

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

### **11-187) CIMETIERE COMMUNAL – DÉLIVRANCE DE CONCESSIONS**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Lors de la séance du 23 février 2009, le Conseil Municipal donnait à Monsieur LE BESCO délégation pour prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière communal.

Afin d'informer les membres du Conseil Municipal des délivrances et reprises des concessions, il sera fait état des concessions concernées au cours de la période novembre 2010 – septembre 2011 :

**Attributions :**

N° CONC.	DATE	DURÉE	SURFACE	PLACE	OBJET
1295	19/01/2011	30	2	E-707	renouvellement
1366	19/01/2011	30	2	E-249	renouvellement
2160	19/01/2011	15	2	E-508	concession nouvelle
2161	20/01/2011	15	Case	G-20	concession nouvelle
2162	16/03/2011	15	2	B-299 bis	concession nouvelle
2163	16/03/2011	30	2	B-43	Concession nouvelle
2164	16/03/2011	30	Case	G-6	Concession nouvelle
2165	16/03/2011	15	Case	G-11	Concession nouvelle
2166	16/03/2011	30	Case	G-13	Concession nouvelle
2167	18/05/2011	30	2	B-286	Concession nouvelle
2168	19/05/2011	15	2	B-358	Concession nouvelle
1420	30/08/2011	30	2	D-56	renouvellement
556	01/09/2011	15	2	A-237	renouvellement
2169	01/09/2011	30	2	B-410	Concession nouvelle
2170	07/09/2011	30	2	F-209	concession nouvelle
2171	30/08/2011	30	2	B-692	Concession nouvelle
2172	07/09/2011	15	2	B-219	concession nouvelle
2173	07/09/2011	30	2	B-662	concession nouvelle
1879	07/09/2011	30	2	F-304	renouvellement
2089	08/09/2011	30	3	A-279	Acte modificatif
2174	07/09/2011	30	2	B-711	Concession nouvelle
954	07/09/2011	30	2	E-219	renouvellement
2175	07/09/2011	30	Case	G-1	concession nouvelle
2176	21/09/2011	30	2	A-68	concession nouvelle
2177	21/09/2011	3	2	A-288	concession nouvelle

**Reprises :**

Au rang	20/05/2011	-	2	A-42	reprise
Au rang	20/05/2011	-	2	B-711	reprise
Au rang	20/05/2011	-	2	F-209	reprise
1364	22/08/2011	15	2	A-69	reprise
1436	22/08/2011	15	2	A-288	reprise
901	22/08/2011	30	2	E-252	reprise
918	22/08/2011	30	2	E-551	reprise

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

## **11-188) QUESTIONS ORALES (4e trimestre)**

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 52.

---

Après la clôture de la séance, Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal des informations suivantes :

- un important dégât des eaux a endommagé les bâtiments de la Maison de l'Enfance durant le week-end du 5 au 6 Novembre 2011
- la médiathèque devrait ouvrir dans quelques semaines
- en ce qui concerne les travaux de l'Avenue de la Libération, ceux-ci étant terminés, la voie est à nouveau ouverte.

**CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU MERCREDI 9 NOVEMBRE 2011**  
**A 20 H 00**  
**DELIBERATIONS**

- 11-149) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 11-150) Service de l'Eau – Rapport annuel 2010 sur le prix et la qualité du service
- 11-151) Service de l'Assainissement – Rapport annuel 2010 sur le prix et la qualité du service
- 11-152) Modernisation du pôle ferroviaire – Validation du DCE
- 11-153) Extension de l'école maternelle – Validation de l'Avant Projet Définitif (APD) et DCE
- 11-154) Acquisition d'un terrain classé en emplacement réservé (n° 14) – La Croix du Chesnot
- 11-155) Restructuration d'une ligne électrique haute tension au départ de Saint Léger des Prés – Convention d'occupation du domaine public par ERDF
- 11-156) Plantation de haies bocagères et bosquets – Programme 2012
- 11-157) Institution de la Taxe d'Aménagement
- 11-158) Taxe d'aménagement – Exonérations facultatives
- 11-159) Lotissement « Les Coteaux de Bel Air – Présentation et convention
- 11-160) Charte d'engagement et de partenariat entre la Commune de Combourg et La Poste
- 11-161) Le Poirier – Numérotage
- 11-162) Les Hauts Rochers – Numérotage
- 11-163) Tréheuc – Numérotage
- 11-164) Tarifs médiathèque – Année 2011 -2012
- 11-165) Tarifs camping municipal – 2012
- 11-166) Travaux de la Médiathèque – Avenants
- 11-167) Travaux de la Médiathèque – Marché complémentaire
- 11-168) Travaux de construction d'une Maison de l'Enfance – Avenants
- 11-169) Travaux de requalification urbaine 2011 – Avenant
- 11-170) Admission en non-valeur
- 11-171) Demande de garantie d'emprunt de la SA HLM LA RANCE – Construction de 9 logements locatifs sociaux – Avenue de la Libération
- 11-172) Demande de garantie d'emprunt de la SA HLM LA RANCE – Construction de 4 logements locatifs sociaux – Avenue de la Libération
- 11-173) GAEC du Linon – Bail précaire
- 11-174) Utilisation des dépenses imprévues – Décision modificative
- 11-175) Réaménagement du camping municipal – Consultation de maîtrise d'œuvre – Attribution
- 11-176) Participation communale pour le renouvellement de l'emploi d'un animateur commercial
- 11-177) Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal et d'une partie de parcelle communale au lieu-dit « La Haye » - Demandeur : M. DESCLOS Pierrick
- 11-178) Demande d'acquisition d'une parcelle communale au lieu-dit « Riniac » - Demandeur : Mme GARNIER Annick
- 11-179) Acquisitions foncières par la Commune – Rue des Oliviers

- 11-180) Lotissement « La Renaissance » - Rétrocession des espaces communs
- 11-181) Lotissement « La Renaissance 2 » - Rétrocession des espaces communs
- 11-182) Dédoubllement de la conduite d'adduction d'eau potable entre le site de production de la Gentière et le réservoir de Bel Air – Validation de l'Avant-Projet Définitif (APD) et du DCE
- 11-183) Dédoubllement de la conduite d'adduction d'eau potable entre le site de production de la Gentière et le réservoir de Bel Air – Convention de passage de canalisation d'alimentation en eau potable en terrain privé
- 11-184) SPIR – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable – Exercice 2010
- 11-185) Concours des maisons fleuries – Attribution de prix
- 11-186) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- 11-187) Cimetière communal – Délivrance de concessions
- 11-188) Questions orales